Comptes consolidés au 31 décembre 2011 et rapport des Commissaires aux Comptes

Siège social : Le bois L'Evêque, 86600 CELLE L'EVESCAULT



et

Compte de résultat

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires net	4.1 & 2.20	22 816	24 185
Autres produits	4.2 & 2.21	436	460
Total produits courants		23 252	24 645
Achats matières premières, approvisionnements et variation des stocks			
matières et produits		4 709	6 119
Autres achats, charges et services externes		3 675	4 323
Impôts et taxes et versements assimilés		421	475
Salaires		8 273	9 361
Charges sociales		3 520	3 950
Dotations et reprises aux provisions nettes engagements retraite	2.17	42	-27
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2.8	1 595	1 719
Perte de valeurs des actifs	2.12	67	77
Autres charges		158	174
Total charges nettes courantes		22 460	26 171
Résultat opérationnel courant		792	-1 526
Autres produits et charges opérationnels			-1 616
Résultat opérationnel		792	-3 142
Frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêt	4.6	-257	-316
Résultat net des placements	4.6	53	44
Résultat net des effets de change	4.6	116	-747
Autres charges ou produits financiers	4.6	72	45
Résultat financier	4.6	-16	-974
Résultat courant - part du groupe		776	-4 116
Impôts sur les bénéfices	4.7	-25	-50
Impôts différés sur les bénéfices	4.7 & 2.21	121	16
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe		680	-4 082
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées	5.	-759	-1 324
			5 40 <i>4</i>
Résultat net		-79	-5 406
Résultat par action (€)	4.8	-0,01	-0,43
Activités poursuivies		0,05	-0,32
Activités abandonnées		-0,06	-0,10
Résultat dilué par action (€)		-0,08	-0,10
Activités poursuivies		0,05	-0,43
Activités abandonnées			-0,32
Activites abandonnees		-0,06	-0,10



et

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Résultat net		-79	-5 406
Ecarts de conversion	2.6	46	81
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	6.1	2	160
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	3.3.3	-36	-39
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement			
en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		12	202
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-67	-5 204

Les montants sont présentés nets d'impôts.



Page 4

Bilan

et

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Ecart d'acquisition	2.10 & 3.1.2		
Immobilisations incorporelles	2.11 & 3.1.1	304	384
Immobilisations corporelles	2.8 & 3.1.3	6 855	7 515
Immobilisations financières (à plus d'un an)	2.14	802	957
Impôts différés actifs	2.22		34
Actif non courant		7 961	8 890
Immobilisations financières (à moins d'un an)	2.14	116	111
Stocks et en-cours matières et produits	2.13 & 3.1.4	3 008	3 465
Créances clients et comptes rattachés	2.14	5 232	5 574
Charges constatées d'avance	3.1.6	393	453
Autres créances	2.14	1 018	2 567
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	2.14	8 773	8 346
Instruments financiers dérivés	2.14		104
Disponibilités	2.14	2 451	2 617
Actif courant		20 991	23 237
Actifs non courants détenus en vue de la vente	2.19	3 770	3 770
Total Actif		32 722	35 897
Capital social	3.3.1	3 784	3 784
Primes d'émission	3.3.1	10 838	31 587
Actions propres	2.14	-186	-186
Réserves légale, réglementées et autres réserves	3.3.1	315	765
Ecarts de conversion groupe	2.6 & 3.3.1	-140	-186
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	3.3.1	-284	-250
Réserves et report à nouveau consolidés	3.3.1	-681	-16 474
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des actifs			
non courants détenus en vue de la vente			
Résultat - part du groupe		-79	-5 406
Capitaux propres		13 567	13 634
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (partie à plus d'un an)		3 342	3 921
Provisions pour retraites et obligations similaires	2.17 & 3.3.3	623	527
Impots différés passifs	2.22	70	
Passif non courant		4 035	4 448
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (partie à moins d'un			
an)	2.14 & 3.3.4	1 210	1 356
Provisions pour risques exigibles à moins d'un an	2.16 & 3.3.3	777	1 789
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2.14	139	506
Produits constatés d'avance	2.14	221	135
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2.14	1 410	1 667
Dettes fiscales et sociales	2.14	2 351	2 385
Autres dettes	2.14	91	166
Instruments financiers dérivés	2.14	400	416
Passif courant		6 599	8 420
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la		8 521	9 395
vente			
Total Passif		32 722	35 897



Comptes consolidés au 31 décembre 2011 (en K€) et rapport des Commissaires aux Comptes

Page 5

et

Tableau des flux de trésorerie



et

Page 6

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Résultat net des activités poursuivies		680	-4 082
Ajustements :			
Dotations aux amortissements	2.8	1 595	1 718
Dépréciation de juste valeur	2.12	67	11-
Charge d'intérêt		257	31
Charge d'impôts		121	-4
Variation de juste valeur des instruments financiers	6.1	-3	240
Variation des provisions pour engagements de retraite	2.17	42	-2
Impôts payés		-25	
Moins values de cession		55	
Capacité d'autofinancement hors intérêts et impôts		2 789	-1 760
Martallan will day will also will a			
Variation nette des actifs et passifs : Variation des stocks	2.1.4	457	1.00
Variation des créances	3.1.4	457	1 037
Variation des dettes	3.1.5	1 904	-27
		-853	-75
Variation des provisions à moins d'un an (dont restructuration)	2.2.2	1.010	1.7/
Variation des instruments financiers	3.3.3	-1 012	1 76
Charges et produits constatés d'avance	6.1	88	-24
Variation du besoin en fonds de roulement		145	-870
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		729 3 518	-1 100
TION Hels de llesorelle lles d'I deliville		3 3 1 0	-1 100
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	3.1.1 & 3.1.3	-571	-812
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	0.1.1 & 0.1.0	-	012
Variation des immobilisations financières	3.1.5	150	
Variation de périmètre	0.1.0	-	`
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-421	-807
·		-421	-80
Augmentation de capital		-	
Encaissements provenant d'emprunts	3.3.4	293	
Remboursements d'emprunts	3.3.4	-1 219	-2 552
Intérêts payés	4.6	-257	-313
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-1 183	-2 86
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	5.	-1 651	-1 484
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	3.2.1	263	-6 25
Incidences des variations de change	3.2.1	18	- 6 23 0
Variation de juste valeur des instruments financiers détenus à	J.Z. I	10	0.
des fins de transaction			
Trésorerie à l'ouverture	3.2.1	10 904	17 098
Trésorerie à la clôture	3.2.1	11 185	10 904



et

Tableau de variation des capitaux propres

K€	Capital social	Primes d'émission	Réserve légale		Autres réserves	Actions propres	Ecarts de conversion groupe	Réserves et report à nouveau	capitaux	directement en capitaux propres relatifs à des activités	: Résultat - part	
31.12.09	3 784	31 587	241	74	450	-120	-267	-14 305	-371		-2 169	18 904
Produits et charges constatés directement en capitaux propres Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	81	-	121	-	-5 406	202
Produits et charges de la période Affectation du résultat Variation de périmètre Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	81	- -2 169	121	-	-5 406 2 169	-5 204 - -
Autres mouvements	2 704	21 507	041	74	450	-66	10/	17.474	050		5.407	-66
31.12.10 Produits et charges constatés directement en capitaux propres Résultat de la période	3 784	31 587	241 -	. 7 4	450	-186	-186	-16 474 -	-250		- 5 406 - - -79	12
Produits et charges de la période Affectation du résultat Variation de périmètre Augmentation de capital Autres mouvements	-	- -20 749	-	-	- -450	-	46	- 15 793	-34	-	-79 5 406	-67 - - -
31.12.11	3 784	10 838	241	74		-186	-140	-681	-284		-79	13 567



Comptes consolidés au 31 décembre 2011 (en K€) et rapport des Commissaires aux Comptes

Page 8

et

Annexe



et

Le13 mars 2012, le Conseil d'administration de Cerep a arrêté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

1. Faits significatifs

1.1. Faits significatifs de la période

Après la conclusion d'une première licence d'évaluation de sa base de données BioPrint® en 2009 avec Roche (renouvelée en 2010), Cerep a annoncé la concession d'une licence similaire à la société Shire.

Un autre accord de ce type a d'autre part été conclu en fin d'exercice 2011, avec un partenaire pharmaceutique.

BioPrint® comprend des données pharmacologiques et pharmaceutiques (ADME[1]) homogènes et cohérentes et constitue un outil unique d'aide à la décision dans le processus de découverte de nouveaux médicaments. Les données sont organisées en trois ensembles distincts : les descripteurs chimiques (structures des composés, informations chimiques et descripteurs 2D et 3D), les profils in vitro et les effets in vivo de médicaments ou de produits de référence.

Aux termes de ces accords, les souscripteurs ont accès à l'ensemble des données de BioPrint® et aux outils pharmaco-informatiques associés.

Cerep reçoit des paiements au titre de la licence et du développement des données BioPrint®.

En juin 2011 Cerep a été sélectionné par le SGC comme fournisseur mondial de services de criblage et profilage, pour la découverte de sondes chimiques de bas poids moléculaire et de candidats-médicaments sur les cibles épigénétiques.

Les cibles épigénétiques sont des protéines qui régulent l'expression des gènes sans entrainer de modification de la séquence ADN. Ces dernières années, l'épigénétique est devenue l'un des domaines les plus actifs de la recherche biologique, avec un nombre croissant de programmes de recherche de nouveaux médicaments dans les domaines du cancer, de l'inflammation, des maladies neuropsychiatriques et métaboliques. Dans les années à venir, Cerep prévoit d'augmenter de façon significative le criblage de molécules sur ces cibles. Plus de 500 cibles épigénétiques humaines ont été recensées. D'ores-et-déjà, le SGC a purifié plus de 250 d'entre elles, et développé plus d'une centaine de tests.

Selon les termes de l'accord, le SGC et Cerep participeront ensemble à la production de protéines épigénétiques, au développement et à la publication de tests adaptés aux techniques rapides et robustes de criblage et profilage des molécules à haut débit. Depuis ses laboratoires, y compris un nouveau laboratoire qui sera implanté à Toronto, Cerep proposera ses services à toute la communauté scientifique issue des secteurs privés et publics.

En janvier 2011, Cerep a initié le programme de réorganisation de ses opérations décidé en décembre 2010. Le siège social, localisé à Paris, a été transféré à Celle l'Evescault, dans la Vienne, qui abrite déjà les principaux laboratoires du Groupe. Les bureaux parisiens de la Société ont été fermés. De plus, le plan de restructuration des opérations de Cerep SA, approuvé par le comité d'entreprise en février 2011, a été mis en œuvre par la suite. La réorganisation opérée a inclus un plan de sauvegarde de l'emploi touchant 41 salariés, sur les 205 que comptait Cerep SA au 31 décembre 2010.

Les mesures proposées ont permis au Groupe de renouer rapidement avec une exploitation bénéficiaire sur 2011, et devraient lui permettre de maintenir durablement celle-ci.

La restructuration réalisée n'a pas eu d'impact sur la capacité du Groupe à honorer ses contrats en 2011, avec un niveau de qualité en constante amélioration.



et

2. Principes et méthodes appliqués

2.1. Référentiel et principes comptables

Les comptes consolidés de l'exercice 2011 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS ("International Financial Reporting Standards") adoptées au niveau européen, en application du règlement 1606/2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002. Ceux-ci sont disponibles sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

La base de préparation des informations financières consolidées au 31 décembre 2011 et comparatives résulte en conséquence:

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire telles qu'elles sont connues à ce jour ;
- des options retenues et des exemptions utilisées par le Groupe.

Les normes et interprétations suivantes applicables pour la première fois à cet exercice n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe :

- IAS 24 amendée « Informations sur les parties liées » ;
- IAS 32 amendée « Classement des droits de souscription émis » ;
- IFRIC 14 amendée « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » ;
- IFRIC 19 « Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres » ;
- les amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiées en mai 2010.

Par ailleurs, le Groupe n'a opté pour l'application anticipée en 2011 d'aucune norme ou interprétation applicable lors de périodes ultérieures, en particulier :

- Normes sur les méthodes de consolidation :
 - IFRS 10 « Consolidation »;
 - IFRS 11 « Accords conjoints »;
 - IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
 - IAS 27 révisée « États financiers individuels » ;
 - IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ».
- Autres normes:
 - IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers » ;
 - IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers »;
 - IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » ;
 - IAS 1 amendée « Présentation des éléments du résultat global » ;
 - IAS 12 amendée « Recouvrement des actifs sous-jacents »;
 - IAS 19 amendée « Avantages au personnel » ;

2.2. Présentation du compte de résultat

Le Groupe a traité l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments, effectif au 30 juin 2007, ainsi que la cession de l'activité de services cliniques, réalisée le 31 octobre 2007, comme un abandon d'activités au sens de la norme IFRS 5. Les produits et les charges attribuables à ces activités, nets d'impôts, sont ainsi présentés sur une seule ligne au compte de résultat de l'exercice 2011, et de l'exercice 2010.

2.3. Méthode et périmètre de consolidation

La méthode de consolidation utilisée est l'intégration globale (I.G.).



et

Entre prise s	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode
Cerep SA	Le Bois L'Evêque 86600 Celle L'Evescault	353189848	100%	Société mère
Cerep, Inc.	NE 95th Street Redmond, WA 98052 - Etats-Unis	Etrangère	100%	I.G.
Cerep Drug Discovery Services Co. Ltd.	326 Aidisheng (Edison) Road, B 302-1 Zhangjiang High-Tech Park Shanghai 201203 - China	Etrangère	100%	I.G.

La société Cerep Drug Discovery Services Co. Ltd. (ci-après dénommée Cerep Ltd.) a été créée par souscription au capital au cours du mois de mars 2010.

Les comptes sont présentés en milliers d'euros (noté K€).

2.4. Date de clôture

Les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

2.5. Recours à des estimations

La préparation des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ceci concerne notamment les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur, l'évaluation des décaissements probables sans contrepartie pour le Groupe constituant les provisions pour restructuration, l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation des provisions pour risques, les durées d'utilisation des immobilisations, les impôts différés et les engagements.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation du Groupe et sont établies en fonction des informations disponibles lors de la préparation des comptes. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les éléments réels peuvent différer des estimés comptabilisés.

2.6. Conversion des états financiers

Les comptes des filiales étrangères, établis en dollar US et en RMB, ont été convertis en euro selon la méthode du cours de clôture. Les comptes de bilan sont convertis au cours du dernier jour de la période, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les charges et les produits ainsi que le résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion résultant de la transformation des comptes des filiales, établis dans leurs monnaies respectives, sont affectés en capitaux propres.

2.7. Opérations en devises

Les dettes et actifs circulants en monnaies autres que les monnaies de fonctionnement des sociétés du Groupe sont convertis au cours de clôture de l'exercice. Les écarts résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat financier.

2.8.Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées de vie usuelles :

• Brevets, concessions, licences

1 à 10 ans 1 à 3 ans

LogicielsTerrains

pas d'amortissement

Bâtiments, constructions

15 à 30 ans

• Agencements des constructions

7 à 10 ans

Matériel et outillage

3 à 7 ans

Agencements divers

7 à 15 ans

Matériel de transport

3 ans



Comptes consolidés au 31 décembre 2011 (en K€) et rapport des Commissaires aux Comptes

Page 12

et

• Matériel de bureau et informatique

3 à 5 ans 5 à 10 ans

Mobilier

Les biens financés par location financière sont portés en immobilisations à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasitotalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. En application de la norme IAS 17, les critères d'évaluation des contrats sont :

- le rapport entre la durée d'utilité des biens loués et la durée du contrat ;
- le total des paiements futurs comparé à la juste valeur du bien ;
- l'existence d'une clause de transfert de propriété ou d'option d'achat favorable;
- le caractère spécifique de l'actif.

Depuis 2003, Cerep acquiert et produit des lignées cellulaires. Celles-ci constituent le matériel biologique destiné à produire les protéines utilisées dans la réalisation de tests de profilage pharmacologique.

Ce matériel biologique reproductible indéfiniment est comptabilisé en bien corporel à l'actif du bilan. Il est évalué au coût d'acquisition ou au coût de production lorsqu'il est créé par Cerep. Les dispositions actuelles de la norme IAS 16, précisent que tous les actifs corporels immobilisés, à l'exception des terrains doivent être amortis à compter de leur mise en service. Le Groupe considère qu'étant incapable d'établir une durée d'utilité pour ce matériel biologique, aucun amortissement ne peut être pratiqué.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa mise au rebut ou sa cession. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation, représentant la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de l'actif à la date de cession, est enregistré au compte de résultat.

2.9. Coûts d'emprunts

Cerep avait retenu la méthode préférentielle de la norme IAS 23 "Coûts d'emprunt ", par laquelle les coûts d'emprunt étaient comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils étaient encourus.

A compter de l'exercice 2009, la révision de la norme IAS 23 rend obligatoire la capitalisation du coût des emprunts.

2.10. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1 er janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les dispositions de la précédente version de la norme IFRS 3.

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

Cette norme est appliquée de façon prospective. Elle est donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le1er janvier 2010.

En application de cette norme révisée, le Groupe comptabilise à la juste valeur, aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de douze mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise sont comptabilisés soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur. Cette option est appliquée au cas par cas pour chaque acquisition.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date. La différence positive entre le coût d'acquisition et la



et

juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le goodwill. Le cas échéant le coût d'acquisition peut inclure la juste valeur des intérêts minoritaires si CEREP a opté pour l'option du goodwill à 100 %.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

2.11. Immobilisations incorporelles, dont frais de recherche et développement

Le Groupe comptabilise ses actifs incorporels, constitués de frais de prise de brevets, de logiciels et de contrats de licence d'outils informatiques en immobilisations incorporelles, dans le cadre des définitions et principes de comptabilisation définis par la norme IAS 38.

Frais de recherche et développement

Les dépenses des phases de recherche des projets internes sont systématiquement comptabilisées en charges. De plus, lorsque la phase de recherche et la phase de développement d'un projet interne ne peuvent être distinguées, les dépenses encourues au titre du projet sont traitées comme s'il ne comportait qu'une phase de recherche.

Par ailleurs, l'examen des projets internes de développement de candidats médicaments, des projets de développement de nouveaux tests et de nouveaux procédés, ainsi que le développement de BioPrint a révélé que Cerep n'est pas en mesure de démontrer que les six critères de comptabilisation des dépenses de développement en immobilisation stipulés par la norme sont satisfaits. Ainsi par exemple, Cerep considère que compte tenu de la probabilité d'échec en phases futures de développement de ses projets de candidats médicaments et de l'incertitude d'être en mesure de commercialiser un éventuel candidat en phase avancée, ni leur faisabilité technique ni la capacité du Groupe d'utiliser ou de vendre l'actif ne sont démontrées. Aussi le Groupe comptabilise-t-il ces dépenses en charges.

2.12. Dépréciation d'actifs

Lorsque des évènements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable des immobilisations corporelles ou incorporelles est susceptible de perdre de la valeur, le Groupe compare cette valeur comptable à la valeur recouvrable, estimée sur la base du plus élevé de la valeur d'utilité ou du prix de vente net. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, le Groupe constate une dépréciation pour perte de valeur de l'actif.

Le prix de vente net d'une lignée cellulaire est estimé en fonction de la valeur de marché de lignées similaires, le cas échéant. La valeur d'utilité d'une lignée cellulaire tient compte des flux de trésorerie générés, de son intérêt scientifique, de la présence au catalogue de tests pharmacologiques l'utilisant et de la réalisation récente de ces tests. Un test de dépréciation de chaque lignée cellulaire est réalisé à chaque clôture.

2.13. Stocks et en-cours

Les stocks de matières, fournitures et produits achetés sont valorisés au coût réel d'acquisition. La valeur brute représente le prix d'achat à l'exclusion de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis et les en-cours de production sont valorisés au coût de production. Ce coût est constitué du coût des matières, des fournitures, de la main-d'œuvre directe ainsi que de toutes les autres charges directes et indirectes afférentes.

Concernant les activités poursuivies:

- Les matières premières sont des produits biologiques ou des produits chimiques achetés;
- Les fournitures sont les consommables utilisés lors des tests;
- Les produits intermédiaires sont des préparations biologiques prêtes à être utilisées lors de tests.

Concernant les activités abandonnées:

- Les matières premières sont des produits chimiques, comprenant les monomères achetés;
- Les produits finis sont des monomères fabriqués et des bibliothèques de molécules chimiques.

Une dépréciation des stocks est constituée si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.



et

2.14. Actifs, passifs et instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés, présentés et décrits en application des normes IAS 32 "Instruments financiers : présentation" telle qu'amendée par l'IFRS 7, IAS 39 " Instruments financiers: comptabilisation et évaluation" et IFRS 7 "Instruments financiers: informations à fournir".

Le Groupe constate à son bilan les actifs ou les passifs financiers dès qu'il devient partie au contrat à l'origine de l'actif ou du passif financier, selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39:

"actif ou passif financier à la juste valeur, par le biais du compte de résultat", correspondant aux actifs ou passifs financiers "détenus à des fins de transaction" ou désignés lors de leur comptabilisation initiale comme "étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat";

"placements détenus jusqu'à l'échéance";

"prêts et créances" ou

"actifs financiers disponibles à la vente".

Le bilan consolidé du Groupe est constitué des catégories d'actifs financiers et de passif financiers suivantes:

Créances

Les créances clients et autres créances sont des instruments financiers définis comme "prêts et créances", comptabilisés initialement à leur valeur nominale, les échéances étant généralement comprises entre 30 et 60 jours. A la clôture de l'exercice, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques de non recouvrement. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont des instruments financiers définis comme "placements détenus jusqu'à l'échéance", initialement comptabilisées pour leur valeur nominale, nette d'éventuels coûts d'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, elles sont évaluées au coût amorti.

Les pertes de valeur sont constatées au résultat financier, lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur à l'inventaire.

Placements

Les valeurs mobilières de placement du Groupe, sont désignées comme détenues à des fins de transaction en "actif ou passif financier à la juste valeur, par le biais du compte de résultat", et comptabilisées en juste valeur. Enregistrées initialement pour leur coût d'achat, elles sont réévaluées à leurs valeurs de marché (cours de bourse ou valeur liquidative, lorsque disponible). Les pertes et les gains latents sont enregistrés au compte de résultat en produits ou charges financiers.

Les justes valeurs des instruments financiers utilisés sont déterminées comme suit :

- SICAV monétaires et obligataires : valeur liquidative à la clôture;
- Actions : cours de marché à la clôture.

Trésorerie et disponibilités

Les disponibilités comprennent les actifs financiers (trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme et les certificats de dépôt ayant une échéance inférieure ou égale à trois mois). Les concours bancaires courants sont des passifs financiers et comptabilisés en emprunts et dettes au passif du bilan.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités définies ci-dessus, nets des concours bancaires courants, et les instruments financiers détenus à des fins de transaction au titre des placements de trésorerie.

Les justes valeurs des instruments de trésorerie utilisés sont déterminées comme suit :



et

- Disponibilités et dépôts à terme en euro : au coût d'acquisition, proche de la valeur de marché en raison de leur échéance à court terme;
- Disponibilités et dépôts à terme en devises : au coût d'acquisition (proche de la valeur de marché en raison de leur échéance à court terme), converti au cours de change de clôture;

Actions propres

Le Groupe comptabilise les rachats de ses propres actions au coût d'achat, net de frais d'acquisition en accord avec la norme IAS 32 et les présente en déduction des capitaux propres.

Dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont des passifs financiers comptabilisés initialement à leur valeur nominale, les échéances étant généralement comprises entre 30 et 60 jours. A la clôture de l'exercice, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts souscrits auprès des établissements financiers ou auprès d'organisme de crédit bail sont des passifs financiers et sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale ajustée des frais d'émission amortis sur la durée de l'emprunt. A la clôture de l'exercice, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont constitués d'instruments de change et de taux, destinés à réduire l'exposition du Groupe au risque de change sur ses probables flux futurs en devises ainsi que son exposition au risque de taux d'intérêts sur les flux de ses emprunts.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif du bilan en juste valeur. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39. La comptabilisation des variations de juste valeur d'un instrument dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument.

Change

Les justes valeurs des instruments de change utilisés par le Groupe sont déterminées comme suit :

- Ventes à terme : valeur liquidative, qui correspond à l'actualisation du flux en fonction du taux à l'échéance;
- Options d'achats de call et de vente de put, ainsi que vente de call: valeur liquidative, qui correspond à un modèle mathématique tenant compte du cours des devises et des taux d'intérêts respectifs.

Taux

Cerep utilise des swaps de taux variable à taux fixe dont la juste valeur est la valeur liquidative, qui correspond à la différence entre le montant notionnel et la valeur actuelle des flux fixes prévus.

Comptabilisation des instruments dérivés

La part efficace des instruments dérivés que Cerep est en mesure de désigner comme instrument de couverture est comptabilisée comme suit:

- les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres;
- Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque le flux couvert futur se réalise, à l'émission de la facture nette correspondant à la prévision.

La part inefficace des instruments dérivés et les instruments dérivés non éligibles aux conditions de comptabilisation de couverture sont comptabilisés pour leur juste valeur dès leur origine au compte de résultat.



et

2.15. Paiements en action

Cerep ne dispose que de plans d'options de souscription d'actions pour lesquels l'acquisition des droits est antérieure au 31 décembre 2004, et a retenu l'exemption facultative prévue par la norme IFRS 1 de ne pas comptabiliser selon les dispositions de la norme IFRS 2 "Paiements en actions" les plans d'options de souscription d'actions dont les droits sont acquis avant cette date. Les principes comptables français ont été appliqués : la différence entre le prix d'exercice payé par le bénéficiaire lors de l'exercice de l'option de souscription et la valeur nominale de l'action ainsi souscrite est enregistrée en prime d'émission.

Selon les termes des plans d'options de souscription d'actions, la cession d'actions obtenues par exercice d'options n'est pas autorisée avant la fin de la période d'indisponibilité fiscale. Il n'existe donc pas de risque de prise en compte par l'entreprise de charges sociales en cas de levées d'options avant la fin de cette période.

2.16. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation contractuelle, légale ou implicite résultant d'évènements passés et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

Provision pour restructuration

Les coûts des restructurations constituent un passif s'ils résultent d'une obligation du Groupe vis-à-vis des tiers, ayant pour origine une décision prise par le Groupe, annoncée avant la date de clôture de l'exercice et à condition que le Groupe n'attende plus de contrepartie des tiers concernés.

2.17. Engagements de retraite et avantages similaires

Cerep applique la norme IAS 19 "Avantages au personnel" telle qu'amendée le 16 décembre 2004 qui détermine les règles comptables applicables aux entreprises concernant :

- les avantages postérieurs à l'emploi comme les pensions et autres engagements de retraite ainsi que les régimes de congés de fin de carrière ;
- les autres engagements à long terme comme l'intéressement, les primes et autres rémunérations différées;
- les modalités de comptabilisation et d'évaluation de ces engagements;
- les indemnités de fin de contrat de travail;
- les informations à porter en annexe.

Cerep a retenu l'option de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels en capitaux propres, sans amortir ceux-ci par un mécanisme de corridor.

Cerep comptabilise ainsi au passif la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, nette de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture, le cas échéant. Les écarts actuariels, résultant du changement d'hypothèses qui affectent l'évaluation de l'obligation sont également enregistrés au passif, nets d'impôts différés, en contrepartie des "produits et charges constatés directement en capitaux propres". Enfin, le coût des services passés, résultant de changements réglementaires ou contractuels du régime, est étalé sur la durée de mise en application de ces changements.

L'obligation au titre des indemnités de fin de carrière spécifiques à la France est évaluée linéairement en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service du salarié donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour déterminer l'obligation finale. Elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation de l'effectif.

2.18. Valorisation des instruments financiers à la juste valeur

La mesure de la juste valeur est déterminée à partir de trois modèles ou niveaux qui sont :

- Niveau 1: prix cotés sur un marché actif : lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la juste valeur. Les valeurs mobilières de placement et certains emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi.
- Niveau 2: modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calculs mathématiques usuelles intégrant des données



et

observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés sur les marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

• Niveau 3: modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique uniquement pour les titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence d'un marché actif.

2.19. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

La norme IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées" spécifie notamment:

- les règles d'identification des actifs destinés à être cédés, ainsi que les passifs directement liés à ces actifs;
- que les actifs destinés à être cédés, qui sont classés comme détenus en vue de la vente doivent être comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de vente;
- que les actifs et les passifs inclus dans un Groupe destiné à être cédé, classé comme étant détenu en vue de la vente, doivent être présentés séparément du bilan;
- que les résultats des activités abandonnées doivent être présentés séparément au compte de résultat, une analyse étant présentée en annexe.

L'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments, effectif au 30 juin 2007, a constitué un abandon d'activité. Les produits et les charges attribuables à ces activités, nets d'impôts, sont ainsi présentés sur une seule ligne au compte de résultat de l'exercice 2011 et de l'exercice 2010. Le bilan au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010 présente sur des lignes distinctes les actifs non courants ainsi que les autres actifs et les passifs rattachés à ces activités.

2.20. Chiffres d'affaires

Cerep applique la méthode dite "à l'avancement", pour la valorisation des contrats de prestations de services en cours à la clôture de l'exercice.

L'ajustement du chiffre d'affaires (constitué par les produits facturés aux clients selon les modalités contractuelles) sur les produits réellement acquis, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés, est constaté selon le cas en facture à établir ou en produit constaté d'avance.

Pour les prestations continues, notamment les contrats de collaboration à long terme, les produits sont comptabilisés prorata temporis dès lors qu'ils correspondent à une contribution contractuellement acquise au titre de la période considérée.

2.21. Subventions, aides et avances remboursables

Le Groupe bénéficie de subventions, d'aides à l'innovation ou d'avances remboursables en relation avec son activité de recherche et ses investissements et les comptabilise en application de la norme IAS 20.

Les subventions d'investissements obtenues dans le cadre d'acquisition d'immobilisations sont soit versées à Cerep lorsque l'équipement est acquis en propre, soit versées à l'organisme de financement lorsque le bien est acquis en crédit-bail. Cerep comptabilise les subventions d'investissements en produits constatés d'avance au passif du bilan consolidé à la date d'octroi et procède à la reprise de ces subventions en autres produits au compte de résultat consolidé selon le rythme de l'amortissement de l'immobilisation concernée.

Les aides remboursables et avances obtenues dans le cadre de programmes de recherche de Cerep sont constituées principalement d'avances à taux nul remboursables en cas de succès. Pendant la durée du programme et en l'absence de perspective d'échec, Cerep comptabilise l'intégralité du montant attribué en dettes financières diverses au passif du bilan. Au dénouement, en cas d'échec, la partie restant acquise est comptabilisée en autres produits au compte de résultat consolidé.

Les subventions d'exploitation dont bénéficie Cerep sont comptabilisées au compte de résultat consolidé dès leur obtention.

Les montants des subventions, aides et avances octroyés mais non encore versés sont comptabilisés en montants à recevoir au poste "autres créances" de l'actif du bilan consolidé.



et

2.22. Impôts différés

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à l'exercice de renversement des différences temporaires.

Les actifs d'impôt différé sur différences temporaires ou sur déficits et les crédits d'impôt reportables ne sont comptabilisés que lorsque leur réalisation est jugée probable. Le caractère récupérable des actifs d'impôt différé constatés est réexaminé en fin d'exercice afin d'apprécier s'il y a lieu ou non de modifier le montant des impôts différés comptabilisés.

2.23. Information sectorielle

Suite à l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments le 30 juin 2007 et à la cession des activités de services cliniques le 31 octobre 2007, les activités poursuivies du Groupe ne représentent que le seul secteur des services précliniques.

2.24. Résultat par actions

Le calcul est réalisé conformément à la norme IAS 33.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base est le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en ajoutant au nombre moyen pondéré d'actions ci-dessus le nombre net potentiel d'actions nouvelles à créer par la conversion des instruments dilutifs que sont les options de souscription d'actions. Le nombre net d'actions nouvelles créées est déterminé selon la méthode du "rachat d'actions". Dans ce calcul, les fonds recueillis par l'exercice de bons ou d'options de souscription sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen au titre de la période.



3. Analyse des principaux postes du bilan

3.1. Bilan actif

3.1.1. Immobilisations incorporelles

K€	31.12.10	Incidence de change		Diminution		Transferts	31.12.11
Valeurs brutes							
Brevets, Licences Autres immobilisations incorporelles Immobilisations en-cours, avances	1 961	-9	248	34		14	2 180
Total	1 961	-9	248	34		14	2 180
K€	31.12.10		Amortissements Augmentation				31.12.11
Amortissements/Dépréciations							
Brevets, Licences							-
Autres immobilisations incorporelles	1 577	-9	342	34			1 876
Total	1 577	-9	342	34	-		1 876
Valeurs nettes	31.12.10	Incidence de change		Diminution	Augmentation	Transferts	31.12.11
Brevets, Licences	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	384	-	-94	-	-	14	304
Immobilisations en-cours, avances	-	-	-	-		-	-
Total	384	-	-94	-	-	14	304

3.1.2. Ecarts d'acquisition

La société n'a pas d'écart d'acquisition d'inscrit à son actif.



3.1.3. Immobilisations corporelles

K€	31.12.10	Incidence de change	A ug m en ta tio n	Dim inution	Transferts	31.12.11
Valeurs brutes						
Te rrains						
dont location financière						
Lignées cellulaires	2 240		4	13		2 231
Constructions et agencements	8 675	7	27	97	69	8 681
dont location financière	7 595					7 595
Matériel et outillage	9 998	111	506	248		10 367
dont location financière	3 982		3			3 985
Autres immobilisations corporelle	2 755	30	130	313	4	2 606
dont location financière	993		75	114		954
lmmobilisations en cours	203		3	5	-73	128
dont lignées en cours	-					
Avances et acomptes	-					
Total	23 871	148	670	676		24 013
K€	31.12.10	Incidence de change	A m ortiss e m e n ts A ug m e n ta tio n	Am ortissem ents Dim inution	Dépréciations Augmentation	31.12.11
A m ortissem ents/Dépréciations						
Lignées cellulaires	127				66	193
Constructions et agencements	4 866	9	628	95	00	5 408
dont location financière	4 142	′	506	73		4 648
Matériel et outillage	8 779	81	434	193		9 101
dont loc ation financière	3 703	0.	168	.,,		3 871
Autres immobilisations corporelle	2 459	37	125	290		2 331
dont location financière	928	-15	70	113		870
Immobilisations en cours	125					125
Total	16 356	127	1 187	578	66	17 158
	31.12.10	Incidence de change	A ug m en ta tio n	Dim inution	Transferts	31.12.11
Valeurs nettes						
Terrains	-		-			
dont location financière	-		-			
Lignées cellulaires	2 113	-	-62	13	-	2 038
Constructions et agencements	3 809	-2	-601	2	69	3 273
dont location financière	3 453	-	-506	-	-	2 947
Matériel et outillage	1 219	30	72	55	-	1 266
dont location financière	279	-]	-165	-	-	114
Autres immobilisations corporelle	296	-7	5	23	4	275
dont location financière	65	15	5	1_1		84
Immobilisations en cours	78	-	3	5	-73	3
dont lignées en cours	-	-]	-	=	-	
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	
Total	7 515	21	- 583	98	-	6 855

Depuis la mise en œuvre du programme d'acquisition et de production de lignées cellulaires, Cerep a comptabilisé 2 231 K€ de lignées à l'actif immobilisé :

- 332 K€ ont été acquises auprès de ses fournisseurs et sont en service au 31 décembre 2011;
- 1 899 K€ ont été produites par les équipes de Cerep et sont en service au 31 décembre 2011.



3.1.4. Stocks et en-cours

Principales composantes des stocks et en-cours :

K€	Brut	Provision	Net au 31.12.11	
Matières premières Fournitures	1 305 182		1 140 182	1 479 240
En-cours de production Produits intermédiaires Produits finis	1 947	261	1 686	1 746
Total	3 434	426	3 008	3 465

3.1.5. Actifs financiers

K€	Brut	Dépré- ciation	Net au 31.12.11	Net au 31.12.10
Immobilisations financières :				
Avance preneur				
- 1er avenant au crédit bail				
immobilier	600		600	679
- 2nd avenant	226		226	258
Dépôts de garantie des locations				
immobilières ①	217	191	26	74
Autres dépôts et cautionnement	66		66	57
Total Immobilisations financières :	1 109	191	918	1 068
Dont immobilisations financières				
courantes :	116		116	111
Clients et assimilés ②	5 453	221	5 232	5 574
Autres créances :				
Avances et acomptes versés	30		30	14
Créances sociales	19		19	21
Créances fiscales - TVA	61		61	218
Autres créances fiscales	534		534	266
Solde prix de cession Hespérion	-		-	1 855
Débiteurs divers	374		374	193
Total autres créances :	1 018	-	1 018	2 567
Total créances courantes :	6 587	221	6 366	8 252

⁽¹⁾ Le dépôt de garantie sur les locaux de Rueil-Malmaison non encore remboursé par l'ancien bailleur est déprécié en totalité au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.



⁽²⁾ dont factures à établir: 1 631 K€ au 31 décembre 2011 et 1 699 K€ au 31 décembre 2010.

Echéances des actifs financiers avant dépréciation:

K€	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Avance preneur				
- 1 er avenant au crédit bail immobilier	600	83	381	136
- 2nd avenant	226	33	144	49
Dépôts de garantie des locations immobilières	217	217		
Autres dépôts et cautionnement	66	66		
Immobilisations financières	1 109	399	525	185
Clients et assimilés	5 453	5 453		
Avances et acomptes versés	30	30		
Créances sociales	19	19		
Créances fiscales - TVA	61	61		
Autres créances fiscales	534	534		
Débiteurs divers	374	374		
Total autres créances	1 018	1 018	-	-

3.1.6. Charges constatées d'avance

	31.12.11	31.12.10
Locations; loyers	92 K €	200 K €
Maintenance	61 K €	84 K €
Honoraires - personnel intérimaire	11 K €	11 K €
Assurances	65 K €	30 K €
Chèques déjeuners	12 K €	13 K €
Autres charges	152 K €	91 K €
Total	393 K€	429 K€

3.1.7. Dépréciation des autres actifs

	31.12.10		Incidence	_	J	nution	31.12.11
(K€)	Valeur Nette	périmètre	de change		perte de valeur	_	
Immobilisations financières	191						191
Clients Autres créances	199		2	20			221
Charges constatées d'avance	-						-
Total	390	-	2	20	-	-	412



3.2. Variation des flux de trésorerie

3.2.1. Tableau de variation de l'endettement financier net

K€	31.12.10	Variation	31.12.11
Trésorerie brute	10 963	261	n 11 224
			•
Intérêts courus et banque créditrice	59	-20	39
Mobilisation de créances	-	-	
Trésorerie	10 904	281	11 185
Endettement financier:			
. Emprunts:	470	153	623
. Crédits baux:	4 585	-806	3 779
. Avances remboursables:	164	-53	111
Endettement financier brut			
des activités poursuivies	5 219	-706	4 513
Endettement financier net			
des activités poursuivies	-5 685	-987	-6 672
Passifs financiers liés à des actifs			
non courants détenus en vue			
de la vente:			
. Crédits baux:	9 299	-822	8 477
. Avances remboursables:		-	
Endettement financier net	3 614	-1 809	1 805

① Les instruments financiers détenus à des fins de transaction représentent un montant de 8.773 K€.

Ils sont composés essentiellement de valeurs mobilières de placement.

3.3. Bilan passif

3.3.1. Capitaux propres

Le tableau suivant présente le nombre d'actions autorisées à la clôture de l'exercice :

en milliers	31.12.11	31.12.10
Autorisées :		
Actions ordinaires de 0,30€ chacune	13 776	13 776

92 896 actions propres sont inscrites au nom de Cerep au 31 décembre 2011, contre 64 964 au 31 décembre 2010, comptabilisées en réduction des capitaux propres au coût d'acquisition de 186 K€.

Outre le capital social, les capitaux propres consolidés sont constitués des éléments suivants:

 Primes d'émission: correspond à l'excédent des apports effectués par les actionnaires de Cerep SA en sus de la valeur nominale des actions.



Variation du nombre et montant d'actions émises et des primes d'émission afférentes :

	Nombre d'actions (milliers)	Capital social	Primes d'émission (K€)
01.01.10	12 612	3 784	31 587
Exercice d'option de souscription d'actions			-
31.12.10	12 612	3 784	31 587
Exercice d'option de souscription d'actions Imputation du report à nouveau sur la prime d'émission			-20 749
31.12.11	12 612	3 784	10 838

- **Réserve légale**: correspond au cumul des prélèvements, à l'affectation du résultat, d'un vingtième des bénéfices des exercices antérieurs, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.
- Autres réserves: correspond à des réserves facultatives constituées lors de l'affectation des résultats de la société mère.
- Ecarts de conversion Groupe: correspond au cumul des écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères ainsi que de la conversion des écarts d'acquisition des filiales étrangères.
- Produits et charges constatés directement en capitaux propres: représente la contrepartie de la variation de juste valeur des instruments financiers de change et de taux dérivés éligibles à la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie, ainsi que la contrepartie de la variation des écarts actuariels sur engagements de retraite. Ces contreparties sont enregistrées nettes d'impôts différés.
- **Réserves et report à nouveau:** les cumuls des bénéfices et des pertes de la société mère et des entités du Groupe.

Les capitaux propres consolidés du Groupe équivalent au capital investi tel que défini par la norme IAS 1.

Le Groupe vise à respecter un équilibre entre ses capitaux propres et sa dette, de manière à bénéficier de marges de manœuvre tant dans l'exercice des opérations d'acquisition d'équipement en lien avec l'activité de services précliniques, qu'en vue d'éventuelles acquisitions.

Depuis sa constitution, Cerep SA n'a jamais versé de dividendes.

3.3.2. Avantages au personnel

Le Groupe a mis en place des plans d'intéressement des salariés au capital prévoyant l'attribution, à certains salariés et dirigeants du Groupe, d'options de souscription d'actions. Selon les termes des plans, les attributions sont réservées aux salariés et aux dirigeants des sociétés du Groupe. Les droits de souscription attribués au titre de ces plans sont acquis soit immédiatement, soit par fractions après un à trois ans sous condition d'être toujours salarié à l'échéance. Les droits restent acquis jusqu'à l'expiration de l'option au terme de 7 ans après la date d'attribution. La cession d'actions obtenues par exercice d'options n'est pas autorisée avant la fin de la période d'indisponibilité fiscale française. Les options sont payées en actions de Cerep SA lorsqu'elles sont exercées.

Le Groupe ayant retenu l'exemption facultative de ne pas comptabiliser selon les dispositions de l'IFRS 2 "Paiements en actions" les plans de souscription d'options dont les droits sont acquis au 31 décembre 2004, les acquisitions de droits des plans en vigueur étant antérieures au 31 décembre 2004 et aucune attribution n'ayant eu lieu au cours des années 2011 et 2010, aucune charge n'a été comptabilisée au compte de résultat.

Aucune option n'est en circulation au 31 décembre 2011.



En mai 2011, la société Cerep SA a conclu un nouvel accord d'intéressement pour une durée de trois ans dans le cadre des dispositions des articles L.3312-1 et suivants du Code du Travail relatifs à l'intéressement des salariés à l'entreprise. Cet accord prévoit de répartir entre les salariés de Cerep SA ayant au minimum trois mois d'ancienneté dans l'entreprise au 31 décembre de chaque exercice, au prorata de leur temps de présence, un montant égal à 7,5% de l'Excédent Brut d'Exploitation du Groupe.

3.3.3. Les provisions

	31.12.10			Rep	rises	Transferts, Ecart	31.12.11
(K€)		périmètre		(Provision utilisée)	(provision non utilisée)		
Engagement de retraite	527		70		28	54	623
Provisions pour risques Litiges salariés	156			36			120
Autres litiges Provisions pour charges	16						16
PSE	1 617			976			641
Total Provisions pour risques et charges	1 789	-	-	1 012	-	-	777

Provision pour restructuration

Un plan de Sauvegarde de l'Emploi avait été présenté et approuvé par les membres du Conseil d'Administration en décembre 2010. Cette réorganisation a touché un effectif de 41 salariés sur les 205 que comptait la société, dans le cadre de ses activités poursuivies.

Au 31 décembre 2010, une provision avait été constituée à hauteur de 1 617 K€ représentant l'évaluation de l'ensemble des coûts de ce plan, indemnités de licenciement, de préavis, des mesures d'accompagnement et cellule de reclassement.

Au cours de l'exercice 2011, le plan a été mis en œuvre et la provision a été reprise à hauteur de 976 K€, ce montant étant équivalent au coût supporté par CEREP.

Provision pour litiges

Au 31 décembre 2011, le Groupe a plusieurs litiges en cours avec des anciens salariés et des contractants, pour lesquels le Groupe a, après consultation de ses conseils, estimé les sorties de ressources probables des actions engagées et constitué ou révisé une provision.



Engagement de retraite

L'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées selon les hypothèses actuarielles suivantes:

K€		31.1:	2.11	31.1	2.10
			0.076		4 1 707
Taux d'actualisation			3,37% 2.00%		4,17% 2,00%
Taux de progression des salaires			42.00%		
Taux moyen des charges sociales			42,00% 65 ans		42,00% 65 ans
Age de départ en retraite		Name of the same			
Taux de turnover annuel par tranche d'âges et collège	00 00	Non-cadres	Cadres	Non-cadres	Cadres
	20 - 29 ans	.,.,.	1,0%	8,0%	0,0%
	30 - 39 ans	,	12,5%	2,8%	4,8%
	40 - 49 ans	,	11,1%	10,5%	0,0%
	50 - 65 ans	, , , , ,	1,0%	0,0%	0,0%
Durée moyenne résiduelle d'activité		29 années	19 années	30 années	19 années
			31.12.11		31.12.10
Dette actuarielle (valeur actualisée de l'obligation)			622		527
dont, écarts actuariels comptabilisés directement en capitaux p	oropres		-87		-50
Entre l'ouverture et la clôture de la période, le solde net ci-dessus	a varié comm	l ne quit:			
Ethio 100 voltoro of la cioloro de la policae, le solde fier el desses	a vano comm	I			
Provision à l'ouverture de la période			527		495
Ecart actuariel comptabilisé directement en capitaux propres					
- activités poursuivies			45		50
- activités abandonnées					
Charges de la période			77		69
Reprise de provision (sortie avant droits à retraite)			-27		-87
Paiement des indemnités de fin de carrière					
Provision - activités abandonnées					
Provision à la clôture de la période			622		527

La charge de la période est composée des éléments suivants:

Coût des services rendus au cours de la période par les bénéficiaires en		
activité	56	45
Coût financier	21	21
Charge nette	77	66

En cas de départ en retraite, l'indemnité due aux salariés de Cerep SA selon la convention collective des entreprises de l'industrie pharmaceutique est de 3/10èmes de mois de salaire par année de présence avec un maximum de 9 mois.

La provision a été calculée, au 31 décembre 2011, avec un taux d'actualisation de 3,37%, basé sur le taux AA Bloomberg 15 ans ; ce taux était de 4,17% au 31 décembre 2010.

Cerep, Inc. dispose d'un plan de retraite géré par des organismes tiers selon un régime à cotisations définies, auxquels les salariés peuvent adhérer sous certaines conditions. L'entreprise peut compléter les versements des adhérents, et n'est soumise à aucun engagement nécessitant la constitution d'une provision pour engagement de retraite. Le Groupe a comptabilisé en charges de personnel 87 K€ au cours de l'exercice 2011 et 102 K€ durant l'exercice 2010 au titre des cotisations patronales, et, le cas échéant, des versements complémentaires, versées aux plans à prestations définies capitalisées auprès d'organismes d'assurance ou de fonds de pension.



3.3.4. Etat des dettes

Emprunts et dettes financières

(K€)	31.12.11 Nominal Activités poursuivies	31.12.11 Nominal Activités abandonnées	31.12.11 Activités poursuivies Restant dû	d'interêt moyen	Activités abandonnées	pondéré	Activités	Activités abandonnées
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :								
- euro taux fixe	309		162	4.20%			233	
- euro taux variable								
- mobilisation de créances	-		-				-	
- banque créditrice et icne	-		39				59	
- dollar US taux fixe	779		461	4.58%			237	
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail :	-		-				-	
- immobilier taux variable	-	12 740	-		8 477	4.58%	-	9 210
- immobilier taux fixe	7 456		3 378				3 926	-
- mobilier taux fixe	1 153		402	6.27%			664	9
Emprunts et dettes financières diverses :	-		-				-	
- aides remboursables à l'innovation	-		-				51	
- avances remboursables	111		111				111	
Total	9 808	12 740	4 553		8 477		5 281	9 219

Compte tenu de l'échec du programme associé, les aides remboursables à l'innovation de 51 K€ ont été constatées en autres produits au cours de l'exercice 2011.

Cerep, Inc. a conclu en 2011, un prêt de 410 K\$ (293 K€) remboursable sur une durée de 5 ans destiné à financer l'acquisition d'appareils de laboratoire à Seattle. Ce prêt à échéances constantes est à taux fixe de 4,44%

Echéancier des dettes au 31 décembre 2011:

K€	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Etablissement de crédit	4 402	1 060	2 660	682
dont emprunts	623	213	410	
dont location financière	3 779	847	2 250	682
Dettes financières diverses	112	112		
Acomptes reçus sur commandes	145	145		
Produits constatés d'avance	221	221		
Fournisseurs et rattachés	1 408	1 408		
Dettes fiscales et sociales	2 242	2 242		
Autres dettes	91	91		
Total	8 621	5 278	2 660	682



4. Analyse des principaux postes du compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

Evolution comparée du chiffre d'affaires des activités poursuivies

	Activités poursuivies		Activité s po ursu ivie s
(K€)	31.12.11	Variations	31.12.10
Groupe Cerep	22 816	-5,7%	24 185
dont contributions nettes après é liminations	s intercompagn	ie s	
Cerep SA	19 220		
Cerep, Inc.	4 799	-3,3%	4 965
Cerep, Ltd.	22		

Au 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1 524 K€.

Chiffre d'affaires des activités poursuivies par zones géographiques

Le tableau ci-après fournit la ventilation du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies selon la zone géographique du client.

K€	31.12.11				31.12.10)
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Europe dont France	11 512 5 01 1	50,5% 22,0%	254 1 309	2,3% 35,4%	11 258 3 702	46,5% 15,3%
Amérique du Nord Asie Autres	9 300 1 887 117	40,8% 8,3% 0,5%	-1 713 76 14	-15,6% 4,2% 13,6%	11 013 1 811 103	45,5% 7,5% 0,4%
TOTAL	22 816	100,0%	-1 369	-5,7%	24 185	100,0%

4.2. Autres produits

(K€)	31.12.11	31.12.10
Crédit d'impôt recherche	204	330
Reprise aides et avances remboursables	51	
Reprise provision non utilisée	28	
Subventions d'exploitation	153	131
Total autres produits	436	461



4.3. Informations sectorielles

Suite à l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments le 30 juin 2007 et à la cession des activités de services cliniques le 31 octobre 2007, les activités poursuivies du Groupe ne représentent que le seul secteur des services précliniques.

L'activité du Groupe est principalement localisée dans trois zones géographiques dans lesquelles se trouvent ses entités : Europe, Amérique du Nord et Asie.

Le tableau ci-après fournit la décomposition des immobilisations nettes par zones géographiques selon la localisation des entités du Groupe.

(K€)	31.12.11 Activités poursuivies	en vue de la	Activités	en vue de la
Ecarts d'acquisition, nets :				
Europe				
dont France				
Etats-Unis				
Asie				
Total	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles, nettes :				
Europe	304	-	384	-
dont France	304	-	384	-
Etats-Unis		-		-
Asie				
Total	304	-	384	-
Immobilisations corporelles, nettes :				
Europe	5 795	3 770	6 644	3 770
dont France	5 795	3 <i>77</i> 0	6 644	3 <i>77</i> 0
Etats-Unis	672		457	
Asie	388		414	
Total	6 855	3 770	7 515	3 770
Total immobilisations nettes :				
Europe	6 099	3 770	7 028	3 770
dont France	6 099	3 770	7 028	3 770
Etats-Unis	672	-	457	-
Asie	388	-	414	-
Total	7 159	3 770	7 899	3 770

Les produits des activités ordinaires provenant de transactions avec un client externe s'élèvent à 14,9 % des activités ordinaires, ce qui représente un montant de 3 408 K€.

4.4. Effectif

L'effectif moyen au 31 décembre 2011 est de 214 salariés.

Personnel salarié au 31 décembre 2011 :

	Europe	dont France	Etats-Unis	Asie	Total 31.12.11
Cadres	38	38	14	1	53
Techniciens	95	95	13	5	113
Employés	29	29	8	-	37
Total	162	162	35	6	203



4.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement engagés dans les activités poursuivies et intégralement comptabilisés en charges sont évalués à 2 669 K€ pour l'exercice 2011 et 4 334 K€ pour l'exercice 2010.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes (incluant l'amortissement des équipements scientifiques) et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

4.6. Résultat financier

Eléments constitutifs du résultat financier

(K€)	31.12.11	31.12.10
Change		
Gains/pertes nets des activités poursuivies:		
- réalisés sur comptes bancaires	-22	36
- réalisés sur créances/dettes	-26	-64
- latents sur créances/dettes	67	87
- réalisés sur options de changes et vente de devises	189	-812
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	-92	6
Gains/pertes nets des activités abandonnées:	·	
Sous-total change	116	-747
Revenus des valeurs mobilières de placement	53	43
Variation de juste valeur des instruments financiers	-0	-6
Produits d'intérêts sur disponibilités et escomptes obtenus	27	-
Produits d'intérêts sur avance preneur	45	52
Charges d'intérêts sur emprunts et swaps des activités poursuivies	-257	-316
Produits d'intérêts sur disponibilités et escomptes obtenus des activités abandonnées		
Charges d'intérêts sur emprunts et swaps des activités abandonnées	-393	-94
Résultat financier - activités poursuivies	-16	-974
Résultat financier - activités abandonnées	-393	-94



4.7. Impôt

Preuve d'impôts

(K€)	31.12.11		31.12.10	
Résultat net de l'ensemble consolidé		-79		-5406
Produit d'impôt courant	-25		-50	
Charge d'impôts différés	121		16	
Charge/produit d'impôt total		-96		34
Résultat comptable avant impôt		17		-5 440
Taux d'impôt de la société mère		33,33%		0
Charge d'impôt théorique		-6		1 813
Crédit d'impôt recherche		68		110
Différences permanentes		-8		-11
Augmentation des déficits reportables non activés Sortie filiale		-162		-1 899
Ecarts de taux des filiales				
Autres		12		21
Charge/produit d'impôt effectif		-96		34

Détail des impôts différés actifs et passifs

		Entrées		Variation			
(K€)	31.12.10	périmètre	Taux	Période	Change	Autres	31.12.11
France :							
Provision pour indemnités de départ à la retraite	174			31			205
Retraitement des locations financières	-685			-299			-984
Organic	12			-			12
Effort construction	10			-1			9
Primes au personnel	41			35			76
PSE	132			-97			35
Autres différences temporaires	-30			-10			-40
Taxation des plus-values latentes sur VMP	-						-
Frais d'acquisition des immobilisations	-193						-193
Variation de juste valeur des instruments financiers	102			32			134
Déficits fiscaux reportables	437			309			746
Etats-Unis :							
Amortissements fiscaux dérogatoires	-94			-102	-3		-199
Provision pour dépréciation des comptes clients	17			-	0		17
Provision pour congés payés	42			-8	2		36
Loyers différés	5			11	1		17
Autres différences temporaires	-			-0	0		0
Déficits fiscaux reportables	64			-7	1		59
Total	34	-		-105	1		-70



En l'absence d'historique de bénéfices taxables suffisamment significatif, il a été considéré que les conditions de récupération des déficits fiscaux reportables de Cerep SA et Cerep, Inc. n'étaient pas réunies. Toutefois, pour Cerep SA, un impôt différé actif a été constaté à hauteur des impôts différés passifs résultant des écritures de consolidation et des différences temporaires.

Les actifs nets d'impôt différé dont la réalisation n'a pas été jugée probable et non comptabilisés au 31 décembre 2011 sont les suivants :

		Entrées	Incidence		١	Variation	
Impôts par nature (K€)	31.12.10		de change		Taux	Base	31.12.11
Déficits fiscaux reportables							
Cerep \$A	11 476			-309		243	11 410
Cerep, Inc							-
Cerep, Ltd	365					190	555
Total	11 841	-	-	-309	•	433	11 965

Depuis la Loi de Finance pour 2004 le report en avant des déficits fiscaux créés en France n'est plus limité dans le temps. Les déficits fiscaux et amortissements réputés différés des sociétés françaises sont reportables indéfiniment.

4.8. Résultat par action

Le tableau suivant présente les informations sur le nombre d'actions ayant servi aux dénominateurs des calculs des résultats de base et dilué par action :

en milliers d'actions	31.12.11	31.12.10
Nombre d'actions émises en circulation à l'ouverture	12 612	12 612
Nombre moyen pondéré d'actions émises durant l'exercice	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions émises suite à l'exercice d'options de souscription d'action		
Variation moyenne pondérée des actions propres		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture pour		
le résultat de base par action	12 612	12 612
Effet de la dilution ¹		
Nombre net potentiel d'actions nouvelles à créer	N/A	N/A
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture pour		
le résultat dilué par action	12 612	12 612
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice de droits		
de souscription	-	500

(1) seuls les instruments potentiellement dilutifs sont retenus dans ce calcul. Ceux-ci étant uniquement constitués de droits de souscription d'action, lorsque le résultat net est négatif les actions nouvelles potentielles sont antidilutives. Le résultat dilué alors est égal au résultat de base par action.



5. Activités abandonnées

5.1. Bilan

Le tableau ci-après fournit la décomposition des actifs destinés à être cédés, ainsi que les passifs directement liés à ces actifs.

(K€)	31.12.11	31.12.10
Ecart d'acquisition		
Immobilisations corporelles	3 770	3 770
Immobilisations financières (à moins d'un an)		
Stocks de matières et produits finis		
Créances clients et comptes rattachés		
Charges constatées d'avance		
Autres créances		
Actifs non courants détenus en vue de la vente	3 770	3 770
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des actifs non		·
courants détenus en vue de la vente		
Provisions pour retraites et obligations similaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 477	9 299
Provisions pour risques exigibles à moins d'un an	44	96
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes		
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente	8 521	9 395

5.1.1. Dépréciation d'immobilisations incorporelles

Consécutivement à l'arrêt de son activité de chimie et ses activités de recherche, le Groupe a comptabilisé en actifs détenus en vue de la vente les brevets et les licences des logiciels de chimie et de recherche sur molécules du site de Villebon-sur-Yvette. Le solde de ces actifs a été totalement déprécié.

5.1.2. Dépréciation d'immobilisations corporelles

De même le Groupe a comptabilisé en actifs détenus en vue de la vente d'une part le terrain, les constructions et agencements, et d'autres parts les équipements techniques, le mobilier et le matériel de bureau du site de Villebon-sur-Yvette. L'amortissement de ces actifs s'est poursuivi jusqu'à la date d'abandon d'activité au 30 juin 2007.

Au 31 décembre 2011, les équipements techniques, le mobilier et le matériel de bureau du site de Villebonsur-Yvette ont été pour la quasi-totalité cédés et le solde a été entièrement déprécié.

L'ensemble immobilier et les équipements du site de Villebon-sur-Yvette sont maintenus en actifs non courants détenus en vue de la vente en application de la norme IFRS 5. En effet, la Société a pris la décision irréversible de céder le groupe d'actifs qu'elle détient à Villebon-sur-Yvette et en ce sens, elle a conclu une série de mandats en vue de les commercialiser activement, à leur juste valeur et dans leur destination actuelle.

5.1.3. Provisions pour risques et charges

Le plan social initié fin décembre 2010 et décrit au paragraphe 3.3.3 « Provisions », concerne en partie les activités abandonnées. Une provision a été constituée pour un montant de 77 K€ au 31 décembre 2010, et reprise partiellement sur l'exercice 2011 pour un montant de 50 K€.



5.2. Compte de résultat

Le tableau ci-après fournit la décomposition du résultat des activités abandonnées au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.

(K€)	31.12.11	31.12.10
Chiffre d'affaires net		150
Autres produits	7	
Total produits opérationnels	7	150
Achats matières premières, approvisionnements et variation des stocks matières et produits		
Autres achats, charges et services externes	292	386
Impôts et taxes et versements assimilés	55	-55
Salaires	32	96
Charges sociales	15	31
Dotations et reprises aux provisions nettes engagements retraite		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Perte de valeurs des actifs	-19	
Autres charges courantes		-95
Total charges opérationnelles nettes	375	363
Autres produits et charges opérationnelles		-833
Résultat opérationnel	-368	-1 046
Frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêt	-391	-429
Résultat net des effets de change		
Autres charges ou produits financiers		151
Impôts sur les bénéfices		
Produits net de cession des activités cédées		
Résultat net des activités abandonnées	-759	-1 324

5.3. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau ci-après fournit la décomposition des flux de trésorerie identifiés des activités abandonnées au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.

(K€)	31.12.11	31.12.10
	Total activitées abandonnées et cédées	
Marge brute d'autofinancement	-386	-1 140
Variation du besoin en fonds de roulement	-52	631
Flux nets de trésorerie liés à l'activité Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles Variation des immobilisations et instruments financiers Trésorerie nette sur acquisition et cessions de filiales	-438	-509
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-	-
Remboursement d'emprunts	-822	-791
Intérêts payés	-391	-184
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 213	-975
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	-1 651	-1 484



6. Instruments financiers et engagements hors-bilan

6.1. Instruments financiers

Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers, d'emprunts bancaires, des valeurs mobilières de placement et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations du Groupe. Le Groupe détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

Le Groupe est également engagé dans des transactions intégrant des instruments financiers dérivés, principalement des ventes à terme de dollar US et options (put et call) de change sur dollar US et des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de change et de taux d'intérêt liés aux activités et au financement du Groupe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de change, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêts et le risque de marché.

Risque de change

Suite au développement du Groupe aux Etats-Unis, le bilan du Groupe est sensible aux variations du dollar US contre l'euro. Le Groupe ne couvre pas ces expositions structurelles mais cherche à limiter ses effets en visant l'équilibre dans la devise de fonctionnement des actifs et des passifs et des flux de trésorerie des filiales concernées.

Le Groupe est également exposé à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisés en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et dans une moindre mesure le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

Le Groupe a en place une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci, limitée à Cerep SA, vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise. Cette stratégie concerne également les transactions en yen japonais, pour lesquelles le Groupe a la capacité de mettre en place des instruments de couverture à la réalisation des opérations commerciales.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la fin de la période, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Dans certains cas, le Groupe est amené à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme soit en inversant des positions sur options par des achats de call. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au 31 décembre 2011, 67 % du budget prévisionnel en dollar US est couvert. Les positions de changes à la date de clôture sont les suivantes :

Position nette globale en devises K€	USD	JPY
Actifs	5 609	362
Passifs	786	45
Position nette avant gestion	4 823	317
Hors bilan	5 582	556
Position nette après gestion	10 405	873

Dans le cas d'une variation défavorable du taux de change de 1%, l'impact serait de -122 K€.



Risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique du Groupe consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes. Afin d'optimiser le coût financier global, lorsque le financement n'est pas contracté à taux fixe mais à taux variable, le Groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles prévus, la différence entre le montant des intérêts à taux fixes et le montant des intérêts à taux variables calculé sur un montant nominal d'emprunt fixé à la souscription des swaps.

Ainsi au 31 décembre 2011, 100% de la dette liée aux actifs des activités poursuivies du Groupe est contractée à taux fixe. 99% de la dette liée aux actifs destinés à être vendus, dont essentiellement le financement par crédit bail immobilier du site de Villebon-sur-Yvette, a été souscrite à taux variable.

Ces swaps ont été contractés simultanément à la signature des financements auxquels ils sont affectés, et début 2007 concernant l'avenant au contrat de crédit-bail mis en loyer en février 2007, pour les mêmes montants nominaux, et selon les mêmes conditions de date de début, date de révision du taux d'intérêt, intervalles de règlement et taux de base d'intérêts.

Les swaps ont une durée de 7 ans à compter de leur date de mise en place et seront décomptabilisés à leurs termes alors que les financements ont une durée de 15 ans.

Les swaps satisfont aux critères de la comptabilité de couverture d'instrument de couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres.

Le Groupe estime qu'au regard de sa situation consolidée au 31 décembre 2011, une hausse instantanée de 50 points de base des taux d'intérêts (EONIA et Euribor 3 mois) aurait représenté, avant impôts, une charge d'intérêts supplémentaire nette sur les emprunts à taux fixes et à taux variables de 45 K€, ainsi qu'une augmentation des produits de placements de 30 K€. Parallèlement, cette hausse de 50 points de base aurait représenté une charge nette constatée directement en capitaux propres additionnel de 11 K€, net d'impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été inférieur de 19 K€ et les capitaux propres au 31 décembre 2011 auraient été de 13 537 K€.

Une baisse instantanée inverse de 50 points de base des taux d'intérêts, aurait produit un effet inverse identique sur le compte de résultat. Les produits et les charges constatés directement en capitaux propres auraient été augmentés de 11 K€ après impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été supérieur de 19 K€ et les capitaux propres au 31 décembre 2011 auraient été de 13 597 K€.

Risque de marché

Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de SICAV monétaires et obligataires, de dépôts bancaires principalement en euro et en dollar US, et d'actions.

La politique du Groupe vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité pour le Groupe représente l'éventualité de ne pouvoir faire face à ses engagements suivant leurs échéances.

L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements du Groupe, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, le Groupe n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

Risque de contrepartie



Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors-bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Les études de l'activité de services cliniques portent généralement sur des durées longues (plus d'un an). Les contrats de prestation de service de l'activité «services précliniques» (en criblage, en profilage ou en expérimentation pharmacologique) couvrent quelques mois et constituent une proportion importante du chiffre d'affaires. Au cours de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires consolidé réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux du Groupe se décompose comme suit :

Exercice 2011

Trois plus importants partenaires commerciaux	25 %
Cinq plus importants partenaires commerciaux	34 %
Dix plus importants partenaires commerciaux	46 %

Cette concentration du risque de crédit sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat du Groupe sont atténués par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique qui constituent les principaux partenaires de Cerep. Toutefois, Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. Le Groupe a constaté au cours des exercices antérieurs plusieurs défaillances. L'irrécouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

Au 31 décembre 2011, l'âge des actifs financiers qui sont en souffrance, mais non dépréciés se décompose comme suit: 172 K€ d'échéance dépassée depuis moins de 30 jours, 125 K€ entre 31 et 90 jours et 46 K€ entre 91 et 180 jours, et 35 K€ au-delà 180 jours. Les actifs financiers en souffrance sont constitués principalement de créances clients.

Par ailleurs, les actifs financiers du Groupe comptent 440 K€ d'actifs financiers individuellement identifiés comme probablement non entièrement recouvrables, et pour lesquels une dépréciation de 412 K€ a été constituée. Ceux-ci incluent 191 K€ de dépôt de garantie des anciens locaux de Cerep à Rueil-Malmaison, qui ont été dépréciés en totalité. Dans l'estimation de la part recouvrable, le Groupe considère en priorité les éléments financiers permettant d'évaluer la solvabilité du créancier, le remboursement de la TVA, le cas échéant, ainsi que les voies de recours envisageables.

Le Groupe est également dépendant de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières, ou dans la conduite d'études cliniques. Les procédures d'achats de Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.



Justes valeurs des instruments financiers du Groupe

		Valeur	au bilan		Juste valeur			
(K €)	Brut		Activités	Net au 31.12.11 Activités poursuivies	Cours cotés et	Niveau 2: Modèles	Niveau 3: Modèles	Juste valeu au 31.12.11
Actifs financiers :								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance : Avances preneurs Dépôts de garantie des locations immobilières Autres dépôts et cautionnements Créances clients et assimilés Autres créances	826 26 66 5 453	221		826 26 66 5 232		924 26 66 5 232		924 26 66 5 232
Total actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 371	221	-	6 150	-	6 248	-	6 248
Actifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction Instruments financiers dérivés	8 773 -			8 773 -	8 773	-		8 773
Disponibilités	2 451			2 451	2 451			2 451
Total actifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat	11 224	-	-	11 224	11 224	-	-	11 224
Total Actifs financiers	17 595	221	=	17 374	11 224	6 248	=	17 472
Passifs financiers :								
Passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance : Emprunts Mobilisation de créances Banque créditrice	623 39			623 - 39	39	642		642 - - - -
Dettes auprès d'organismes de crédit bail à taux fixe Dettes auprès d'organismes de crédit bail à taux variable	3 780 8 477		8 477	3 780		4 162 9 555		4 162 9 555
Aides et avances remboursables Avances et acomptes reçus sur commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 139 1 410		0 4//	111 139 1 410		111 139 1 410		111 139 1 410
Dettes fiscales et sociales Autres dettes	2 348 91			2 348 91		2 348 91		2 348 91
Total passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	17 018	-	8 477	8 541	39	18 458	-	18 497
Passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :								
Instruments financiers dérivés	400			400		400		400
Total passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :	400			400	-			400
Total Passifs financiers	17 418	-	8 477	8 941	39	18 458	-	18 897



Variation des instruments financiers dérivés

K€	Produits et charges constatés directeme nt en capitaux propres	Impôts différés passifs	Résultat financier
Total 31.12.09	-327	-185	83
Instruments exercés durant l'exercice 2010	160	102	-497
Instruments en place et éligibles au 31.12.10 Réalisation des flux couverts Variation de juste valeur Variation de la valeur temps Instruments inéligibles en place au 31.12.10	-41	-20 -21 -2 1	-39 -3 2
Total 31.12.10	-208	-124	-538
Instruments exercés durant l'exercice 2011	-30	68	166
Instruments en place et éligibles au 31.12.11 Réalisation des flux couverts Variation de juste valeur Variation de la valeur temps Instruments inéligibles en place au 31.12.11	74	-33 37 -13 -4	-27
Total 31.12.11	-164	-69	65

Au 31 décembre 2011, les valeurs nominales des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

	Instrume	nts financiers	dérivés	
	éligi	bles	inéligibles	
(K€)	Couverture de juste valeur			Particularités
Instruments de change :				
Vente à terme USD	1 749	1 077		Cours à terme EUR/USD moyen 1,359 échéances janvier à juin 2012
Vente à terme JPY	97	155		Cours à terme EUR/JPY moyen 105,24 échéances de mars à octobre 2012
Options :				
Vente put EUR / call USD		1 586		Prix d'exercice EUR/USD moyen 1,358 échéances de mars à octobre 2012
Achat put EUR / call USD				
Achat call EUR / put USD		1 673	1 083	Prix d'exercice EUR/USD moyen 1,288 échéances de mars à octobre 2012
Vente put EUR / call JPY		142		Prix d'exercice EUR/JPY 105,5 échéance juillet 2012
Achat call EUR / put JPY		152	152	Prix d'exercice EUR/JPY 98,9 échéance juillet 2012
Instruments de taux :				
Swaps de taux variable à taux fixe		8 523		
				2 933 K€ à 3,08% et 4 787 K€ à 3,21% d'échéances identiques juillet 2012 et 803 K€ à 4,38% d'échéance juillet 2014.



6.2. Engagements donnés

	31.12.10		31.12.11	Paiements dus par période			31.12.11
	Activités	Activités					
			Activités				Activités
			poursuivies				abandonnées
Obligations contractuelles (K€)	abandonnées	poursuivies	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Engagements liées aux dettes à long terme figurant	abandonnees	podistivies	10101			0 00	10101
au passif du bilan (capital + Intérêts) :							
Dettes à long terme (capital + intérêts)		476	410	161	249	-	
Obligations en matière de crédit-bail	11 422	4 979	4 037	845	2 484	708	10 250
Obligations en matière de location-financement		350	289	177	112		
Contrats de location simple		535	365	310	46	9	
Obligations d'achats irrévocables		697	331	331			
Achats et ventes de devises à terme non couverts		3 9 1 7	3 059	3 059			
						40	
Autres obligations à long terme		-47	-87	-13	-32	-42	
Total	11 422	10 907	8 404	4 870	2 859	675	10 250
	31.1	2.10	31.12.11 Dettes				31.12.11
	Activités	Activités					Activités
							abandonnées
					VNC des biens		Dettes
				Montant des			
Dettes garanties par des sûretés réelles (K€)	abandonnées	poursuivies	garanties	sûretés	garantie		garanties
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						1	garannes
cieuii		14	14		-		garannes
Total	-	14				-	-
	31.1	14 2.10		- Montant	des engageme	- ents par période	-
		14	14	- Montant		nts par période	
	31.1	14 2.10	14	- Montant		nts par période	
	31.1	14 2.10	14	- Montant		ents par période	31.12.11
	31.1	14 2.10	14	- Montant		- ints par période	
	31.1	14 2.10	14	- Montant		- ints par période	31.12.11
Total Autres engagements commerciaux (K€)	31.1	14 2.10	14	- Montant			31.12.11
Autres engagements commerciaux (K€) Lettres de crédit	31.1 Activités	14 2.10 Activités	14		des engageme		31.12.11 Activités
Autres engagements commerciaux (K€) Lettres de crédit Garanties sur contrats de crédit-bail mobiliers	31.1 Activités	14 2.10 Activités	14 31.12.11 Total		des engageme		31.12.11 Activités
Autres engagements commerciaux (K€) Lettres de crédit	31.1 Activités	14 2.10 Activités	14 31.12.11 Total		des engageme	+ 5 ans	31.12.11 Activités abandonnées
Autres engagements commerciaux (K€) Lettres de crédit Garanties sur contrats de crédit-bail mobiliers	31.1 Activités	14 2.10 Activités poursuivies	14 31.12.11 Total	- 1 an	des engageme	+ 5 ans	31.12.11 Activités abandonnées
Autres engagements commerciaux (K€) Lettres de crédit Garanties sur contrats de crédit-bail mobiliers Garanties sur contrat de crédit-bail immobilier	31.1 Activités	14 2.10 Activités poursuivies	14 31.12.11 Total	- 1 an	des engageme	+ 5 ans	31.12.11 Activités abandonnées

Les avenants aux contrats de crédit-bail immobilier contractés en 2002 et en 2004 sont garantis par nantissement des avances preneurs.

6.3. Engagements reçus

Aucun engagement n'est reçu par le groupe au 31 décembre 2011.



7. Autres informations

7.1. Rémunération du personnel dirigeant du Groupe

(K€)	31.12.11	31.12.10
Avantages à court terme	349	437
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements en actions	-	-
Total des rémunérations payées au personnel dirigeant	349	437

7.2. Honoraires des commissaires aux comptes

				2011
	Ernst &		Groupe Y	
Audit (en Keuros HT)	Young	%	Audit	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et				
consolidés				
. Cerep SA	40		32	
. Filiales intégrées globalement				
Autres diligences et prestations				
directement liées à la missions				
du commissaire aux comptes				
. Cerep SA				
. Filiales intégrées globalement				
Autres prestations, le cas échéant				
(juridique, fiscal, social)				
Total	40	100%	32	100%



7.3. Contributions au résultat consolidé

K€	Cerep SA	Cerep, Inc.	Cerep, Ltd	Total
Résultats nets sociaux de la période	-461	119	-569	-911
Retraitements et éliminations				
Locations financières	602			602
Dépréciation propres actions	3			3
Variation de la provision pour perte de valeur				
des actifs	-52			-52
Frais d'emprunt	0			-
Ecart de change	58			58
Impôts différés sur écarts temporaires	-62			-62
Variation de juste valeur des instruments				
financiers dérivés	-62			-62
Variation de juste valeur des instruments				
financiers détenus à des fins de transaction	10			10
Ecart actuariel sur IDR	27			27
Impôts différés sur déficits fiscaux	308			308
RESULTAT DU GROUPE	371	119	-569	-79



GROUPE Y AUDIT

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Cerep Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés



GROUPE Y AUDIT

Technopole Venise Verte Rue Euclide - B.P. 8421 79024 Niort Cedex 09 S.A.S. au capital de € 37.000

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG ET AUTRES

41, rue Ybry 92576 Cedex S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles

Cerep Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cerep, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons été conduits à apprécier la régularité et la correcte application des principes de comptabilisation du chiffre d'affaires, présentés dans la note 2.20 « Chiffres d'affaires » de l'annexe, eu égard à la nature des contrats signés avec les clients.

Estimations comptables

Les notes 2.12 « Dépréciation d'actifs » et 2.19 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » de l'annexe exposent les conditions dans lesquelles votre société procède à l'évaluation de la valeur recouvrable ou de la juste valeur diminuée des coûts de vente de certains de ses actifs. Les notes 2.16 « Provisions » et 3.3.3 « Provisions » de l'annexe décrivent les principes retenus et les modalités appliquées par votre société pour l'évaluation des provisions.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces évaluations et nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Niort et Neuilly sur Seine, le 20 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Jean-Marc Mendès

Serge Guérémy

